



## **ISPA**

Siège social : 82 Avenue du Maine 75014 Paris  
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024



**RSM Rhône-Alpes**

2 bis, rue Tête d'Or

69006 LYON

T : +33 (0) 4 72 69 19 19

[www.rsmfrance.fr](http://www.rsmfrance.fr)

## **ISPA**

Siège social : 82 Avenue du Maine 75014 Paris  
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de l'Association ISPA,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ISPA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à

l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

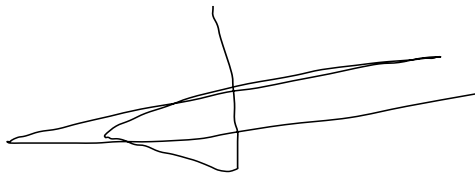
– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 28 juillet 2025

Le commissaire aux comptes

**RSM Rhône-Alpes**

Société de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de  
Lyon-Riom

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

**François-Régis de MONJOUR**

Associé

# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	430 397	370 187	60 210	18 509
	Autres immobilisations incorporelles (1)	262 215		262 215	262 215
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	192 816		192 816	192 816
	Constructions	11 180 012	3 783 035	7 396 977	6 472 731
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	12 476 111	9 962 514	2 513 597	2 502 953
	Autres immobilisations corporelles	1 792 283	1 493 724	298 560	467 645
	Immobilisations corporelles en cours	40 433		40 433	1 155 150
	Avances et acomptes	282 630		282 630	298 141
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	10		10	10
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	415		415	230
<b>TOTAL ( I )</b>		<b>26 657 323</b>	<b>15 609 460</b>	<b>11 047 864</b>	<b>11 370 400</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 652 691	136 401	3 516 290	5 921 121
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 055 196		1 055 196	1 811 328
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	486 191		486 191	486 069
	<b>DISPONIBILITES</b>	3 789 989		3 789 989	5 934 255
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	80 245		80 245	139 211
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>9 064 311</b>	<b>136 401</b>	<b>8 927 910</b>	<b>14 291 985</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecarts de conversion actif ( V )				
<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>		<b>35 721 634</b>	<b>15 745 861</b>	<b>19 975 774</b>	<b>25 662 385</b>

(1) dont droit au bail  
(2) dont à moins d'un an  
(3) dont à plus d'un an

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	3 118 533	3 118 533
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	3 379 829	3 793 147
	Report à nouveau		
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>(464 372)</b>	<b>(413 318)</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>6 033 990</b>	<b>6 498 362</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	8 190 604	8 662 186
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>8 190 604</b>	<b>8 662 186</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>14 224 594</b>	<b>15 160 548</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques	141 915	290 343
	Provisions pour charges	301 989	661 488
	<b>Total des provisions</b>	<b>443 904</b>	<b>951 831</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	954 496	1 239 196
	Emprunts et dettes financières divers	42 250	42 250
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 889 333	5 397 205
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	739 090	1 290 590
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	240 612	495 125
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	441 495	1 085 640
	<b>Total des dettes</b>	<b>5 307 276</b>	<b>9 550 006</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>19 975 774</b>	<b>25 662 385</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(464 372,33)	(413 318,02)
	(1) Dont à moins d'un an	4 463 680	8 553 260
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		132 236

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	10 831 177	13 180 447
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 580 299	1 082 590
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	115 842	152 817
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	177 347	244 544
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>12 704 664</b>	<b>14 660 398</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	8 620 236	9 054 296
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	217 673	296 255
	Salaires et traitements	3 236 932	3 972 708
	Charges sociales	1 421 019	1 739 847
	Dotation aux amortissements et dépréciations	1 336 731	876 377
	Dotation aux provisions		12 000
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	1 803	894
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>14 834 394</b>	<b>15 952 378</b>
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(2 129 730)</b>	<b>(1 291 979)</b>



# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(2 129 730)	(1 291 979)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	143 316	75 576
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		306 101
Total des produits financiers		143 316	381 677
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	9 219	5 510
	Différences négatives de change		64
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		9 219	5 574
RESULTAT FINANCIER		134 098	376 103
RESULTAT COURANT avant impôts		(1 995 633)	(915 876)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	424 614	161 952
	Sur opérations en capital	1 000 765	533 131
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	581 237	75 891
	Total des produits exceptionnels	2 006 616	770 973
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	204 817	91 777
	Sur opérations en capital	246 465	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	74 110	187 100
	Total des charges exceptionnelles	525 392	278 877
RESULTAT EXCEPTIONNEL		1 481 223	492 096
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		(50 037)	(10 462)
TOTAL DES PRODUITS		14 854 596	15 813 049
TOTAL DES CHARGES		15 318 968	16 226 367
EXCEDENT ou DEFICIT		(464 372)	(413 318)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les Comptes Annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence ; il est, notamment, fait application du Règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux Comptes Annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le bilan de l'exercice présente un total de **19 975 774** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **14 854 596** euros et un total **charges** de **15 318 968** euros, dégageant ainsi un résultat de **-464 372** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.  
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

## **1. Immobilisations incorporelles**

Les logiciels sont amortis linéairement sur 1 à 7 ans.

## **2. Autres immobilisations incorporelles**

Les "Autres immobilisations incorporelles" sont relatives à une branche d'activité de formation constitutive d'un fonds civil de formation situé au Bourget-du-Lac.

Le fonds civil de formation, ayant une durée d'exploitation non limitée dans le temps, ne fait l'objet d'aucun amortissement.

L'analyse de l'activité et de la rentabilité de l'Association ne justifie aucune provision pour dépréciation.

## **3. Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon les méthodes suivantes :

- |   |   |                          |
|---|---|--------------------------|
| - Constructions                                   | : | linéaire sur 5 à 40 ans, |
| - Agencements et aménagements des constructions   | : | linéaire sur 5 à 10 ans, |
| - Installations techniques, matériel et outillage | : | linéaire sur 1 à 15 ans, |
| - Autres immobilisations                          | : | linéaire sur 3 à 20 ans. |

## **4. Immobilisations financières**

Les titres de participation et autres titres immobilisés figurent au bilan à leur coût d'acquisition, ou à la valeur actuelle si celle-ci est inférieure.

La valeur actuelle est appréciée par l'analyse des derniers comptes annuels clôturés par les sociétés dont les titres sont détenus.

L'analyse évoquée ci-dessus porte sur la situation des capitaux propres, le niveau des résultats et les perspectives d'évolution des sociétés concernées.

Lorsque la valeur actuelle des titres est inférieure au coût d'acquisition de ces mêmes titres, une provision pour dépréciation est constatée.

## **5. Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

## **6. Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites en comptabilité à la valeur d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire, soit le cours de clôture, est inférieure à la valeur comptable.

Les valeurs mobilières de placement s'inscrivent dans le cadre de la gestion courante de la trésorerie ; ainsi, une information sur les principales acquisitions ou cessions de l'exercice ne présente pas d'intérêt.

## **7. Fonds propres sans droit de reprise**

Le montant inscrit en "Fonds propres sans droit de reprise" est constitué :

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- du montant des fonds propres de l'Association CIME au 31 décembre 2016, fonds propres inscrits dans les comptes de l'Association CONSEIL FORMATION PLASTURGIE (devenue POLYVIA FORMATION puis ISPA) suite à la fusion-absorption intervenue en 2017,

- des apports issus des fusions réalisées au cours de l'année 2020 entre POLYVIA FORMATION (devenu ISPA) et CIRFAP, CIRFAP GRAND EST, ISPA-CIFAP et ISPA-ENTREPRISES.

## **8. Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement perçues et destinées à financer les acquisitions d'immobilisations sont inscrites au compte de résultat au prorata des amortissements constatés sur les immobilisations concernées.

## **9. Provision pour risques**

Les provisions pour risques ont été constituées pour faire face, d'une part, aux risques de non-encaissement de subventions inscrites à l'actif et, d'autre part, aux risques liés au personnel.

## **10. Provision pour charges**

L'Association a comptabilisé une provision pour charges destinée à faire face au coût des départs à la retraite.

Le calcul a été effectué selon les paramètres suivants:

- tous les salariés ont été retenus
- taux d'actualisation des salaires retenu à hauteur de 3,38%
- augmentation annuelle des salaires au taux de 1.5%
- départ des salariés à 64 ans
- le coefficient de rotation est de 5%
- une pondération liée à la table de mortalité INSEE 2019-2021 a été pratiquée
- les charges sociales ont été retenues au taux de 45%, 50% ou 60% suivant les catégories de salariés.

Par ailleurs, la provision pour charges constituée en 2023 pour tenir compte du coût de la non-récupération d'une créance a été reprise partiellement.

# Autres informations

Etat exprimé en euros

## **1. Description de l'objet social**

A l'origine, l'Association est l'organisme de formation de la filière de la Plasturgie et des Composites. Elle a pour objet d'organiser, de réaliser et de promouvoir dans le secteur de la Plasturgie et des Composites, soit directement, soit indirectement, toutes actions de formation, de conseil, d'insertion, de reconversion, de perfectionnement professionnel, et notamment des actions de formation dans le cadre de la législation sur l'apprentissage et la formation initiale, en alternance ou professionnelle continue.

Sur l'année 2024, l'Association a cédé le fonds d'activité lié à la formation continue à une société commerciale avec laquelle elle est liée.

## **2. Description de la nature et du périmètre des activités sociales réalisées**

A l'origine, l'Association assure notamment les activités suivantes :

a) Dans le cadre de la formation initiale :

- gérer les sections conduisant aux formations en alternance dans le cadre de la législation sur l'apprentissage et situées dans les différents établissements et organismes, publics ou privés, avec qui elle a passé convention,
- dispenser des formations sanctionnées par un diplôme reconnu par l'Union Européenne de niveau 3 à 7,
- apporter un appui pédagogique aux entreprises souhaitant former un jeune par la voie de l'alternance.

b) Dans le cadre de la formation continue :

- développer des actions de formation continue, de perfectionnement et d'adaptation de la formation à l'emploi, organisées ou à organiser en fonction des besoins des entreprises industrielles ou commerciales, dans le cadre de la législation en matière de formation,
- initier des actions interentreprises ou interprofessionnelles d'assistance à la formation,
- développer des actions visant à l'insertion professionnelle des jeunes et des demandeurs d'emploi ; à cet effet, l'Association a vocation à passer des conventions dans le cadre de la législation en matière de formation, avec des entreprises, groupes d'entreprises, associations, établissements et organismes privés, organisations professionnelles, l'Etat, les établissements publics, les collectivités locales.

Sur l'année 2024, l'Association a cédé le fonds d'activité lié à la formation continue à une société commerciale avec laquelle elle est liée.

## **3. Description des moyens mis en oeuvre**

A l'origine, les moyens d'action de l'Association sont principalement :

- création et gestion de sections d'apprentissage,
- mise en œuvre de publications, informations, participations à des salons en vue de promouvoir la filière et les formations,

## Autres informations

Etat exprimé en euros

- réalisation de toutes opérations de communication auprès du public, des institutions publiques et privées, des entreprises,
- création et gestion de modules et parcours de formation continue pour des salariés et tous publics,
- promotion des dispositifs de formation auprès des industriels et de l'ensemble des publics.

Sur l'année 2024, l'Association a cédé le fonds d'activité lié à la formation continue à une société commerciale avec laquelle elle est liée.

### **4. Régime fiscal et sectorisation de l'activité**

Jusqu'au 30 septembre 2024, l'Association était assujettie aux impôts commerciaux sur l'ensemble de ses activités, notamment en raison de l'exploitation de l'activité de formation continue.

Dans ce cadre, l'Association a établi une déclaration de résultats.

Au 1er octobre 2024, suite à la cession de l'activité formation continue, l'association exploitant essentiellement une activité de formation initiale, elle n'est plus assujettie aux impôts commerciaux.

Toutefois, l'association réalisant des prestations de refacturations diverses, ce secteur d'activité a été considéré comme relevant du secteur commercial, donnant lieu à l'application des impôts commerciaux.

Ainsi, à compter du 1er octobre 2024, l'activité de l'Association est scindée en deux secteurs d'activité distincts.

### **5. Contributions volontaires en nature**

Les contributions volontaires en nature ne font pas l'objet d'une inscription dans les comptes car il n'a pas été considéré qu'elles étaient essentielles, de part leur importance, à la compréhension de l'activité de l'Association.

Par ailleurs, il a été considéré que l'activité développée par les membres du Conseil d'Administration, au profit de l'Association, rentrait dans le cadre de leurs fonctions d'administrateurs.

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	869 119		69 350		245 857	692 613
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	869 119		69 350		245 857	692 613
CORPORELLES	Terrains	200 224				7 408	192 816
	Constructions sur sol propre	9 834 823		1 193 145		5 179	11 022 790
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement	339 390		109 131		291 300	157 222
	Instal technique, matériel outillage industriels	12 895 704		683 810		1 103 403	12 476 111
	Instal., agencement, aménagement divers	867 328		18 336		265 758	619 907
	Matériel de transport	256 191				185 036	71 155
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 306 281		50 220		1 255 279	1 101 222
	Emballages récupérables et divers	8 141				8 141	
	Immobilisations corporelles en cours	1 155 150		40 433	1 155 150		40 433
	Avances et acomptes	298 141		187 525		203 036	282 630
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	28 161 374		2 282 601	1 155 150	3 324 540	25 964 285
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	10		178 430		178 430	10
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	230		270		85	415
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	240		178 700		178 515	425
TOTAL		29 030 734		2 530 651	1 155 150	3 748 911	26 657 323

# Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	588 396	27 648	245 857	370 187
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>588 396</b>	<b>27 648</b>	<b>245 857</b>	<b>370 187</b>
CORPORELLES	Terrains	7 408		7 408	
	Constructions sur sol propre	3 406 273	368 695	5 179	3 769 788
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	295 210	9 336	291 300	13 246
	Instal technique, matériel outillage industriels	10 392 751	671 510	1 101 747	9 962 514
	Autres instal., agencement, aménagement divers	747 122	29 920	265 758	511 284
	Matériel de transport	139 181	40 971	133 118	47 034
	Matériel de bureau, mobilier	2 075 852	100 372	1 240 819	935 405
	Emballages récupérables et divers	8 141		8 141	
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>17 071 938</b>	<b>1 220 803</b>	<b>3 053 468</b>	<b>15 239 273</b>
<b>TOTAL</b>		<b>17 660 333</b>	<b>1 248 451</b>	<b>3 299 325</b>	<b>15 609 460</b>



# Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	649 488		358 699	290 789
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	302 343	74 110	223 338	153 115
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	951 831	74 110	582 037	443 904
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	49 726	88 280	1 605	136 401
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	49 726	88 280	1 605	136 401
	TOTAL GENERAL	1 001 557	162 390	583 642	580 305
<div> <div>Dont dotations et reprises</div> <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div> </div>			88 280	2 405	
			74 110	581 237	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2024

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	415		415
	Clients, usagers douteux ou litigieux	141 243	141 243	
	Autres créances clients, usagers	3 511 448	3 511 448	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	7 173	7 173	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9 327	9 327	
	Impôts sur les bénéfices	60 884	60 884	
	Taxes sur la valeur ajoutée	40 771	40 771	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	937 042	937 042	
	Charges constatées d'avance	80 245	80 245	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>4 788 547</b>	<b>4 788 132</b>	<b>415</b>
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2024

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	954 496	153 150	559 424	241 922
	Emprunts et dettes financières divers	42 250		42 250	
	Fournisseurs et comptes rattachés	2 889 333	2 889 333		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	256 177	256 177		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	257 279	257 279		
	Impôts sur les bénéfices	385	385		
	Taxes sur la valeur ajoutée	200 237	200 237		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	25 012	25 012		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	240 612	240 612		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	441 495	441 495		
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>5 307 276</b>	<b>4 463 680</b>	<b>601 674</b>	<b>241 922</b>
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	152 465			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

ANNEXE - Elément 6.05

Fonds Commercial

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Observations

Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport	262 215	Fonds civil acquis avec effet au 01/01/2021
TOTAL	262 215	

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		2 256 068
Autres créances clients		1 298 758
ADHE.PROD.NON ENCORE FACT.	1 282 075	
CLIENTS INTERCO FACT.A ETABLIR	16 683	
Autres créances		957 310
RRR A OBT.AVR.A RECEVOIR	4 563	
DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	895 664	
INTERETS COURUS SUR CAT	57 083	

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Charges à payer		1 617 056
Dettes fournisseurs et comptes rattachés FOURN.FACT.NON PARVENUES	1 209 831	1 209 831
Dettes fiscales et sociales DETTE PROV.POUR CONGES ISPA-E ET C DETTE PROV.POUR CET PERSONNEL CHGES.A PAYER CHARGES SOC.SUR CONGES A PAYER ORG.SOCIAUX CHGES.A PAYER TAXE APPRENTISSAGE ETAT CHARGES A PAYER	182 901 24 399 48 877 80 911 30 724 2 857 17 162	387 832
Autres dettes DIVERS CHARGES A PAYER	19 392	19 392

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Charges

Produits

Charges et Produits d'EXPLOITATION

80 245

441 495

Charges et Produits FINANCIERS

Charges et Produits EXCEPTIONNELS

TOTAL

80 245

441 495

# Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	3 118 533				3 118 533
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves	3 793 147	(413 318)			3 379 829
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	(413 318)	413 318		464 372	(464 372)
<b>Situation nette</b>	<b>6 498 362</b>			<b>464 372</b>	<b>6 033 990</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	8 662 186		374 046	845 628	8 190 604
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>15 160 548</b>		<b>374 046</b>	<b>1 310 000</b>	<b>14 224 594</b>

Le montant indiqué en colonne "Diminution ou consommation" pour un total de 845 628 euros comporte, outre la reprise de subventions pour un total de 809 835 euros liée aux amortissements constatés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, un montant de 35 793 euros.

- Ce montant concerne :
- des régularisations de subventions qui n'avaient pas été appréhendées correctement au titre des exercices antérieurs pour 10 839 euros nets en produits,
  - des régularisations de subventions d'investissements qui concernaient, en réalité, des subventions d'exploitation pour 5 834 euros,
  - des régularisations de compte à compte au niveau de comptes de bilan pour 19 120 euros.

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en euros				
Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2024
Emprunt	Privilège de prêteur de deniers	BECM	470 000	277 081
Emprunt	Hypothèque de 1er rang	Crédit Agricole Normandie	900 000	617 414
		TOTAL	1 370 000	894 496

--



# Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2024

<b>Total des produits exceptionnels</b>		<b>2 006 616</b>
<b>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</b>		<b>424 614</b>
<i>PROD.EXPL.S/EX.ANTERIEUR</i>	424 614	
<b>Produits exceptionnels sur opérations en capital</b>		<b>1 000 765</b>
<i>PDTS CESS.IMMO.INCORP.LIES A L'APA</i>	100 000	
<i>PDTS CESSIION IMMO.CORP.</i>	12 500	
<i>PDTS CESSIION IMMO.CORP.LIES A L'APA</i>	78 430	
<i>SUBV.INV.VIREES RESULTAT</i>	283 021	
<i>QP SUBV CDC PIA AEROCAMPUS</i>	2 306	
<i>QP SUBV OPCO 2i PIA AEROCAMPUS</i>	2 306	
<i>QP SUBV PLASTICAMPUS</i>	29 998	
<i>QP SUBV ADEME DEVIPEE</i>	9 823	
<i>QP SUBV CRN REHABIL.BAT.1</i>	51 047	
<i>QP SUBV DEP.ORNE BAT 2 ET 3</i>	9 887	
<i>QP SUBV CUA BAT 2 ET 3</i>	9 887	
<i>QP SUBV OPCO2i BAT 2 ET 3</i>	10 253	
<i>QP SUBV CRN BAT.4 ALENCON</i>	76 607	
<i>QP SUBV CUA BAT 4</i>	6 660	
<i>QP SUBV OPCO2i BAT 4</i>	12 973	
<i>QP SUBV CDC DEFFINUM ACTION 1</i>	9 590	
<i>QP SUBV CDC DEFFINUM ACTION 2</i>	31 572	
<i>QP SUBV CDC DEFFINUM ACTION 3</i>	13 839	
<i>QP SUBV CDC DEFFINUM ACTION 4</i>	9 576	
<i>QP SUBV OPCO 2i</i>	22 748	
<i>QP SUBV CDC PIA ACT 6/3</i>	2 556	
<i>QP SUBV OPCO 2i 1ERE VAGUE 20 (2021)</i>	10 978	
<i>QP SUBV OPCO 2i PHASE 3 (2021)</i>	25 851	
<i>QP SUBV OPCO 2i 3EME VAGUE 20 (2021)</i>	29 344	
<i>QP SUBV OPCO 2i 1ERE VAGUE 21 (2021)</i>	32 790	
<i>QP SUBV VAGUE 2 2021</i>	49 736	
<i>QP SUBV 1ère VAGUE 2022</i>	24 821	
<i>QP SUBV OPCO 2i 2023</i>	27 293	
<i>QP SUBV REGION 2021</i>	14 374	
<b>Reprises sur provisions et transferts de charges</b>		<b>581 237</b>
<i>REP.PROV.SUR SUBVENTIONS</i>	35 438	
<i>REP.PROV.RISQUE</i>	187 100	
<i>REP.PROV.RETRAITE</i>	358 699	
<b>Total des charges exceptionnelles</b>		<b>525 392</b>
<b>Charges exceptionnelles sur opération de gestion</b>		<b>204 817</b>
<i>CHGES EXCEP.S/OP.GESTION</i>	90 750	
<i>CHGES EXPL.S/EX.ANTERIEUR</i>	114 067	
<b>Charges exceptionnelles sur opération en capital</b>		<b>246 465</b>
<i>VAL.COMPT.IMM.CORP.CEDEES</i>	68 035	
<i>VNC IMMO. FINANCIERES</i>	178 430	
<b>Dotations excep. aux amortissements et aux provisions</b>		<b>74 110</b>
<i>DOT.PROV.SUR SUBVENTIONS</i>	6 610	

# Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros		31/12/2024
DOT.PROV.RISQUES EXCEPTIONNELS	67 500	
Résultat exceptionnel		1 481 223

Transferts de charges

Etat exprimé en euros 31/12/2024

Avantages en nature	13 207
Aide apprentissage	500
Remboursement dans le cadre de la prévoyance	27 984
Remboursement assurance	6 681
Refacturation	65 064
TOTAL	113 437